



Dixième Réunion régionale européenne

Istanbul, Turquie, 2-5 octobre 2017

ERM.10/D.8

Note de synthèse

Quatrième débat spécial en séance plénière

Travail et société

Objectif

Les participants au présent débat sont invités à déterminer les composantes nécessaires des futurs modèles/contrats sociaux dans la région et les rôles et responsabilités des mandants tripartites à cet égard.

Contexte

Les personnes vivant en Europe et Asie centrale ont profondément conscience des grands changements qui touchent non seulement leur environnement, mais aussi leur vie professionnelle au quotidien. Si ces tendances se sont développées au fil des dernières décennies, nous faisons face à une mutation accélérée qui présente des risques, offre des possibilités et apporte des améliorations.

Par le passé, la région a produit des modèles sociaux dont beaucoup se sont inspirés dans le monde entier. Cependant, la crainte que ces modèles ne fonctionnent plus et nécessitent peut-être une «mise à jour», sinon une «refonte» complète, est aujourd'hui largement partagée. Le monde et la région changent rapidement. De nouveaux acteurs sont apparus dans un monde plus diversifié et polycentrique. Les modèles économiques et sociaux ont été profondément transformés par diverses forces.

Dans le même temps, la crise économique et la crise des réfugiés ont suscité un scepticisme croissant face aux résultats inégaux de la mondialisation. Dans plusieurs pays, il existe un gouffre entre les décisions politiques et les perceptions que les gens ont de la situation. Cela a entraîné une érosion progressive de la relation entre l'Etat et ses citoyens ainsi que de la confiance que ceux-ci ont dans les institutions. La mondialisation et la financiarisation de l'économie ont modifié l'équilibre entre travail et capital, contribuant ainsi à créer davantage d'inégalités, comme en témoigne par exemple le «décrochage» de la classe moyenne dans plusieurs pays de la région. Nombreux sont ceux qui craignent des changements technologiques et une déshumanisation éventuelle de la vie au travail susceptibles de déboucher sur une sorte de nouvel «esclavage économique». Ces craintes sont nourries par l'apparition de nouvelles formes d'emploi, la numérisation et la robotisation, qui ouvrent néanmoins aussi de nouvelles perspectives.

En outre, la notion de travail a évolué au fil du temps. Occuper un seul et même emploi toute la vie ne semble plus être la règle, et les notions d'emploi et de lieu de travail se modifient. Le développement personnel et le bien-être associé à un métier ou à une carrière sont devenus la norme. La participation des femmes au marché du travail, la mobilité accrue et l'économie jour et nuit, sept jours sur sept ont créé de nouvelles possibilités pour ce qui est des revenus et du développement personnel. Dans le même temps, ces transformations brouillent la frontière entre vie professionnelle et vie privée et peuvent être à l'origine d'un stress et d'une insécurité accrus.

En période d'incertitude, la question d'une couverture adéquate par la protection sociale, et notamment la sécurité du revenu, devient de plus en plus essentielle. Le rôle fondamental que joue le travail non rémunéré dans les sociétés contemporaines, et en particulier celui des femmes en tant que dispensatrices de soins, rend cette question plus complexe. A plus grande échelle, il faut réfléchir aux rôles et aux responsabilités dans les sociétés, en vue de garantir des systèmes de protection sociale et de redistribution efficaces et durables.

C'est la raison pourquoi de nombreux pays réexaminent les modèles économiques et sociaux existants. Les gens veulent aussi avoir des réponses à leurs questions et à leurs peurs, et ils veulent avoir leur mot à dire sur la façon dont leurs sociétés devraient s'orienter. Il est donc important de revenir aux principes fondateurs de l'OIT. L'une des caractéristiques essentielles de la Déclaration sur la justice sociale est qu'elle laisse à chaque Etat Membre la possibilité de déterminer le meilleur moyen de parvenir au travail décent en fonction de son contexte, sa culture, ses priorités et ses besoins nationaux. Il n'y a certainement pas de modèle «universel».

Questions pouvant être examinées

- Quel type de société ou de sociétés les gens veulent-ils dans l'avenir? Quels modèles économiques et sociaux peuvent effectivement offrir un travail décent, et en particulier une protection sociale durable pour tous?
- Quels devraient être la place et la valeur du travail? Y a-t-il des solutions viables pour le remplacer? Dans l'affirmative, lesquelles?
- Comment concilier liberté, mobilité et flexibilité accrues avec la sécurité du revenu et la protection et la cohésion sociales qui sont nécessaires?
- Quelles seraient les responsabilités que devraient assumer respectivement les gouvernements, les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs, les entreprises, les syndicats, les travailleurs, les citoyens ainsi que toutes les catégories de contribuables pour que les futurs modèles sociaux fonctionnent?